

TRAFIC D'INFLUENCE ET ACTIVISME

Deux arrêtés portant affectation des enseignants d'Eps dans les lycées et collèges sont à l'origine d'un imbroglio et d'une crise de compétences. Entre les autorités administratives et les délégués provinciaux de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports.

Bagarre autour des affectations scolaires

Le délégué provincial de la jeunesse et des sports pour l'Ouest, Bernard Wafo qui cumule avec les fonctions de délégué départemental de la Mifi a introduit deux curieuses et suspectes lettres de demande d'affectation de certains personnels enseignants d'Eps, dans les lycées et collèges. Ces lettres d'affectation pour « nécessité de services » ont simultanément été introduites dans les services du préfet et du gouverneur de la province. Pour entériner ce que les enseignants locaux d'Eps perçoivent comme « basses manœuvres et combines », Bernard Wafo a ciblé le préfet de la Mifi, Jules Marcellin Ndjaga et en lieu et place du gouverneur Ahmadou Tidjani, le secrétaire général de la province, Bapes Bilong Dieudonné ; tous les deux nouvellement arrivés dans la province, à l'issue du décret du 15 juillet 2003.

Dans un arrêté préfectoral signé le 28 août 2003 de Jules Marcellin Ndjaga, 13 maîtres principaux et Adjoints d'Education physique et sportive sont en affectation dans les différents lycées et Ces du département. Une décision signée du secrétaire général de la province, le 13 septembre 2003 porte affectation à la « tête du client » de 5 maîtres et maîtres adjoints d'Eps. Le flou artistique qui entoure ces textes dévoile plusieurs autres incongruités. Les affectations sont faites en cas-

cadés au point où, dans les lycées dits de référence, les maîtres adjoints d'Eps remplacent les maîtres principaux. Les ampliations des deux textes ont été expédiées à tous les services sauf curieusement aux chefs d'établissement concernés, aux délégations départementales pas plus qu'à la délégation provinciale de l'éducation nationale, qui pourtant est chargée de la gestion au quotidien de ces enseignants. L'autre incongruité contenue dans la décision signée du Sg, porte les allures d'un règlement de compte. Ici, quatre sur cinq enseignants affectés l'ont demandé, à l'exception de M. Njaya Foamo Mesack. Curieusement, celui-ci dont on dit ne pas être dans les bonnes grâces de Bernard Wafo, a été « déporté » du Lycée Bilingue de Bafoussam pour celui de Magba ; la dernière ville de la province de l'Ouest, frontalière avec l'Adamaoua.

Clientélisme et monnayage

Depuis le début de la rentrée, des mouvements d'humeur et quelques soulèvements des cadres d'Eps sont observés dans le milieu des enseignants pour dénoncer les abus et les injustices de Bernard Wafo. Seul maître de la combine, on l'accuse de gérer les affectations au hasard de ses émotions. De nombreux cadres d'Eps affirment qu'au niveau de la délégation de la jeu-

nesse et des sports, les affectations sont « monnayées » à des prix qui oscillent entre 30.000 et 100.000 F cfa. Selon qu'on veut rester au centre-ville de Bafoussam, et enseigner dans les lycées Bilingue ou classique de référence. Les enseignants d'Eps soutiennent que depuis près de cinq années, ils sont obligés d'aller en période des rentrées scolaires « mouiller la barbe ».

Cette manœuvre était déjà connue du préfet récemment muté Njaya Yangué Alexandre et du gouverneur Ahmadou Tidjani. Il se raconte que le délégué de la jeunesse et des sports, Bernard Wafo aurait profité de la « situation » des dernières mutations à la préfecture, pour rééditer son exploit. Certaines langues ont tenté d'expliquer le départ en affectation disciplinaire de Njaya Foamo Mesack pour Magba, en raison de sa bagarre en février dernier avec un de ses collègues, M. Momo Paul enseignant lui aussi dans le même établissement. Mais curieusement, son adversaire qui enseigne depuis 22 ans dans ledit établissement a bénéficié d'une affectation aux allures de promotion pour le lycée classique de référence de Bafoussam. En route pour Luanda, Bernard Wafo que nous avons joint au téléphone a botté en touche les mécontentements des maîtres d'Eps. Tout naturellement, il ne se reconnaît pas dans le clientélisme ou dans quelque mon-

nyage. Il parle plutôt des « aigris et des des sports agitateurs de consciences aux abois, qui tentent de contester mes compétences ».

En termes de compétences, il est urgent de savoir qui du Mineduc ou du Minjes est désormais compétent à affecter les personnels enseignants d'Eps. Qui constate la nécessité de services et en exprime les besoins ? Auprès de qui ? Et quelles en sont les procédures et la démarche ? Ce sont des questions qui méritent d'être élucidées pour sortir de la nébuleuse et l'ingérence actuelle. Le nouveau décret organigramme du Mineduc parle d'un personnel enseignant d'Eps, naguère considéré comme chauve-souris, mais aujourd'hui pris en solde financièrement et administrativement par le Mineduc. Au cours de la récente rencontre sectorielle, le délégué provincial de l'Education nationale, Monkaifon Abdoulaye a renié ces affectations, sans prendre officiellement une décision. Ce qui place les enseignants concernés dans le doute. Entre rester dans l'ancien établissement ou prendre du service dans le nouveau. Autant d'incidents et d'incertitudes qui attendent l'arbitrage de Joseph Owona. Pour éviter que sur le terrain, les enseignants d'Eps ne demeurent otages des marchands en mal de compétence et du trafic d'influence.

S. O.

AFFAIRISME

D'importantes sommes d'argent sont collectées tous les ans auprès des parents d'élèves. Pour des objectifs parfois imprécis, fictifs et des destinations inconnues

Les Ape, un tonneau de danaïdes

Cette année encore, le dossier brûlant de la rentrée scolaire est celui des farineuses sommes d'argent collectées dans le cadre des associations des parents d'élèves. Les parents ne sont pas contents. Ni de la démarche, des destinations, des objectifs ni même encore des projets qui pour eux sont en majorité flous. S'ils ne sont pas contre le principe des Associations des parents d'élèves (Ape), ils contestent que les taux par élève ne soient pas fixés dans le cadre d'une assemblée générale. Pour eux il n'est pas normal que cette contribution à l'origine facultative soit exigée en début d'année et avant toute inscription, au niveau de l'établissement. Ils s'indignent de ce qu'elle soit collectée non pas par un parent qui soit élu trésorier en assemblée générale, mais qu'elle soit versée auprès des intendants ou économistes des lycées et collèges.

Le caractère d'exploitation des fonds Ape n'est pas en reste. Décrié lui aussi car ce n'est plus en fonction des projets et des objectifs à réaliser au cours d'une année scolaire que les collectes sont faites, mais ces recouvrements de force sont orientés vers des destinations inconnues d'après eux. Le suspense reste pendant sur les objectifs liés à ces sommes extorquées avec à la clé des menaces d'exclusion des élèves dont les parents tentent de rappeler que ces frais sont facultatifs. Comment comprendre que dans beaucoup de ces établissements scolaires, il manque chaque année des

tables-bancs, des salles de classe, des bacs à ordures et bien d'autres structures de première nécessité.

Laxisme et complicité

Au moment où le slogan de l'enseignement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic) est à l'origine de la surenchère gouvernementale, les fonds engrangés pour les Ape devraient constituer une bouffée d'oxygène, dans la création des centres d'apprentissage de l'informatique dans les établissements scolaires. Curieusement non seulement il n'y a aucune trace d'ordinateur, pire encore, dans un établissement comme le lycée technique de Bafoussam, superbement équipé, tout est délabré pour absence de maintenance. L'Etat camerounais dans ses incertitudes, sa politique gouvernementale hésitante et élaborée au hasard des fortunes, encourage les multiples distractions financières des fonds Ape. A l'Ouest comme dans toutes les provinces du Cameroun, les Cés et lycées sont créés à l'emporte pièce, sur du papier. Sans les moyens d'accompagnement, les infrastructures et les structures. Un Cés comme celui de Ngouache n'a hérité depuis sa création, d'aucun bâtiment. Sa communauté éducative se trouve obligée d'être à l'étroit dans quelques bâtisses de l'école normale d'Instituteurs de la ville.

Avec l'attribution de la note maximale il y a deux ans dans la province, de nombreux établissements scolaires ont vu leur personnel enseignant dispersé en affectation disciplinaire dans les établissements de campagne. Le lycée technique en cette rentrée scolaire a fait diffusé des communiqués en vue du recrutement des enseignants vacataires, les lycées bilingue et classique de Bafoussam ont quant à eux vu leur personnel se vider de 13 et 15 enseignants respectivement. Autant de clichés qui dévoilent non seulement la carence des bâtiments et des locaux, mais surtout l'insuffisance des enseignants. Ce qui entraîne les chefs d'établissement au recours à l'initiative des vacataires, pour expliquer l'engloutissement de l'argent collecté dans les Ape. Et comme les besoins varient d'un établissement à un autre, l'occasion laisse libre cours à des spéculations diverses et l'impossible harmonisation des frais d'Ape. Entre villes et campagnes, l'école camerounaise est ainsi devenue un espace où se joue la lutte des classes sociales, un endroit inédit ouvert à toutes les combines et magouilles diverses : un champ d'action où s'expérimentent et s'expriment toutes les inégalités et les frustrations. Sous le regard coupable de l'Etat qui devient complice du cirque de l'exclusion.

Souley ONOHILO

CLICHÉS DANS UNE ECOLE DE CANTON

Pour permettre de démarrer la rentrée scolaire à l'école primaire bilingue de Mbouda, la bouffée d'oxygène est venue d'ailleurs.

Le paquet minimum qui vient de Dallas

Créée en 1976 l'école publique primaire et bilingue de Mbouda dans le département des Bamoutos se morfond dans l'arrière fond de l'arrondissement de Mbouda. L'accès dans cette banlieue est une véritable gageure. Ce sont cinq bâtiments, 13 salles de classe, 17 instituteurs et un millier d'élèves qui sont au quotidien séquestrés par les mêmes incertitudes. En plus des multiples actes de vandalisme, de l'utilisation des tables bancs comme bois de chauffe, l'eau des pluies qui coule dans les toitures rend indigestes les enseignements. Ce à quoi il faut ajouter les différents mouvements d'humeur et les mécontentements des enseignants, désespérés de l'attente devenue longue de leurs primes d'enseignement.

« A cause du retard accusé par le paquet minimum, nous avons toutes les difficultés du monde à démarrer l'année scolaire. Il est difficile de lancer les cours sans ces matériels essentiels que sont la craie, les matériels de bureau, les registres, la pharmacie scolaire... A cela s'ajoutent le calvaire des primes non payées et l'insuffisance des enseignants », explique monsieur Kika Stephen Awah, le directeur de l'école. Qui éprouve toutes les peines à égrener le chapelet des difficultés

que traverse son établissement scolaire. Dans cette école comme dans toutes celles de la province, le matériel didactique et pédagogique en guise de paquet minimum que le Mineduc pour pallier la suppression des frais d'écolage dans l'enseignement primaire public, devait mettre à la disposition de chaque école primaire publique dès la rentrée scolaire n'est toujours pas arrivé. En dépit de la surenchère médiatique organisée par les médias de service public, la prise en charge par l'Etat des charges scolaires, naguère couvertes par la contribution exigible reste incertaine.

Bouffée d'oxygène

La chance de l'école publique bilingue de Mbouda est venue de la générosité et du geste de cœur de l'Association « Famille Bamiléké » (Faba) sous section de Dallas dans l'Etat du Texas aux Etats-Unis. Au cours de l'une des ses Assemblées générales, celle-ci a retenu l'idée de faire des dons aux élèves camerounais restés au pays, et la Faba a privilégié de sponsoriser une école primaire. Le tirage au sort du département des Bamoutos a été favorable à l'école primaire

bilingue.

Un budget de 2900 dollars Us (1 740 000 Fcfa) a été voté puis consacré à l'achat des fournitures et du matériel didactique qui a été distribué jeudi, 11 septembre dernier. Soit l'ensemble des livres scolaires prescrits par le ministère de l'éducation nationale, les outils de classe (règles crayons à billes, calculatrices...) aux quatre premiers de chaque classe. Les meilleurs par niveau ont eux aussi reçu les frais exigés par l'Association des parents d'élèves et même de quoi s'acheter un uniforme scolaire. En guise de paquet minimum avant la lettre qui a rencontré le sourire du staff administratif des enseignants et des élèves, les 17 enseignants ont chacun reçu les cahiers de préparation des cours, des matériels pédagogiques et didactiques, des rames de papier de reproduction pour les examens séquentiels et deux ballons pour toute l'école. Ce qui a fait dire au directeur, Kika Stephen Awah que ce geste de cœur des Camerounais vivant sur le sol américain est un don du ciel. Pour lui, non seulement la « Faba » leur enlève un caillou dans la chaussure, mieux ces matériels didactiques représentent une bouffée d'oxygène qui va permettre de lancer l'année scolaire sans trop

de tracasseries.

Dans ce début des relations généreuses entre la Faba et les Camerounais du terroir, on y perçoit sur le plan scolaire, et en termes pédagogiques, des avantages de nature à encourager et à renforcer la compétitivité au niveau des élèves. A en croire le président de la Faba, branche de Dallas, Honoré Kwame ayant fait le déplacement de Mbouda, cette opération est un début, eu égard aux différents projets qu'ils entendent réaliser l'année prochaine dans deux ou trois départements de l'Ouest. Si pour lui la remise des dons dans les écoles participe de la politique de la Famille Bamiléké aux Etats-Unis d'aider leurs jeunes frères et sœurs qui sont au pays, au delà de la distribution des fournitures scolaires aux écoles, qu'entreprend la Faba : il y a surtout cette facilitation à l'intégration des Camerounais dans la société américaine. Surtout ceux qui y débarquent pour la première fois. En les aidant à trouver du travail, à leur suggérant des opportunités et des orientations de débouchés pour leurs études.

S. O.